

Berlin s'irrite du nationalisme économique français

Pierre Bocev

14 mars 2006, (Rubrique **International**)

Le Conseil des ministres commun franco-allemand se réunit ce matin à Berlin, pour la première fois avec Angela Merkel.



Le sujet qui fâche ne devrait pas être évoqué, en public à tout le moins. Le sixième Conseil des ministres franco-allemand, qui se réunit à Berlin aujourd'hui, devrait éviter de croiser le fer sur le protectionnisme économique, dont des responsables allemands sont prompts à accuser Paris. La chancelière, Angela Merkel, a certes donné la mesure de sa franchise, à Washington en évoquant Guantanamo et à Moscou en parlant de Tchétchénie. Mais, explique-t-on à la Chancellerie fédérale, la rencontre de ce matin avec Jacques Chirac sera d'autant moins l'occasion de se «*montrer du doigt*» que les deux capitales sont à la recherche de positions communes avant le prochain Conseil européen.

Les grommellements pourtant ne manquent pas, notamment après l'initiative de Paris de faire fusionner Gaz de France et Suez pour contrer l'offensive de l'italien Enel. Le ministre à la Chancellerie, Thomas de Maizière, a été le premier à stigmatiser il y a dix jours la «*vieille tradition française*» du protectionnisme qu'il tient pour «*contraire à la législation européenne*» et peu susceptible de «*durer*», pas au-delà de l'élection présidentielle de 2007 en tout cas. Le ministre de l'Économie, Michael Glos, un conservateur comme son collègue, lui a emboîté le pas en fustigeant le «*patriotisme industriel*» de Paris qui, disait-il, *n'appartient pas à la panoplie de l'économie de marché*».

Les partenaires sociaux-démocrates de la CDU-CSU au sein de la «grande coalition» sont en la matière plus nuancés. Peter Struck, le chef du groupe parlementaire SPD par exemple, regrette «*l'absence de sentiment de responsabilité nationale*» des entreprises allemandes. Le ministre de l'Environnement, Sigmar Gabriel, n'a quant à lui pas hésité à rendre hommage à la politique industrielle française. Seule voix discordante dans le camp du SPD, le commissaire européen à l'Industrie, l'Allemand Günter Verheugen, estime que la discussion sur le patriotisme économique pourrait nuire à la mise en oeuvre d'une politique énergétique communautaire.

Echanges aigres-doux

Les échanges franco-allemands aigres-doux sur ce point ne datent pas d'hier. L'appui gouvernemental au refus d'Alstom de s'ouvrir à Siemens et le dossier Sanofi-Aventis sont encore dans les mémoires à Berlin, où le passage de Nicolas Sarkozy à Bercy n'a pas laissé que de bons souvenirs. Il en va de même pour la coopération dans l'industrie navale de l'armement. Sans parler des affrontements en coulisses pour garder l'équilibre binational à la tête d'EADS alors que Paris voulait installer Noël Forgeard seul à sa tête.

Les Allemands, pourtant, sont loin d'être irréprochables. Le géant de l'énergie E.ON a certes des visées sur l'espagnol Endesa et vitupère contre les manoeuvres de blocage de Madrid. Mais l'Allemagne se cramponne à la «loi Volkswagen» qui met le constructeur automobile à l'abri des appétits étrangers et la défend depuis des années, bec et ongles, contre les gardiens de la concurrence à Bruxelles. Tout comme elle lutte contre la privatisation de ses caisses d'épargne.

A Paris, Jérôme Bonnafont, le porte-parole de l'Élysée, a par avance récusé hier toute notion de «*démarche protectionniste*», la France étant un «*pays complètement ouvert*». Reste à savoir, au-delà des manifestations rituelles d'entente, à quoi servent les Conseils des ministres franco-allemands si les contentieux en sont soigneusement écartés, comme tout le donne à entendre.

Le Conseil des ministres commun franco-allemand se réunit ce matin à Berlin, pour la première fois avec Angela Merkel.

Le sujet qui fâche ne devrait pas être évoqué, en public à tout le moins. Le sixième Conseil des ministres franco-allemand, qui se réunit à Berlin aujourd'hui, devrait éviter de croiser le fer sur le protectionnisme économique, dont des responsables allemands sont prompts à accuser Paris. La chancelière, Angela Merkel, a certes donné la mesure de sa franchise, à Washington en évoquant Guantanamo et à Moscou en parlant de Tchétchénie. Mais, explique-t-on à la Chancellerie fédérale, la rencontre de ce matin avec Jacques Chirac sera d'autant moins l'occasion de se «*montrer du doigt*» que les deux capitales sont à la recherche de positions communes avant le prochain Conseil européen.

Les grommellements pourtant ne manquent pas, notamment après l'initiative de Paris de faire fusionner Gaz de France et Suez pour contrer l'offensive de l'italien Enel. Le ministre à la Chancellerie, Thomas de Maizière, a été le premier à stigmatiser il y a dix jours la «*vieille tradition française*» du

protectionnisme qu'il tient pour «*contraire à la législation européenne*» et peu susceptible de «*durer*», pas au-delà de l'élection présidentielle de 2007 en tout cas. Le ministre de l'Économie, Michael Glos, un conservateur comme son collègue, lui a emboîté le pas en fustigeant le «*patriotisme industriel*» de Paris qui, disait-il, *n'appartient pas à la panoplie de l'économie de marché*».

Les partenaires sociaux-démocrates de la CDU-CSU au sein de la «grande coalition» sont en la matière plus nuancés. Peter Struck, le chef du groupe parlementaire SPD par exemple, regrette «*l'absence de sentiment de responsabilité nationale*» des entreprises allemandes. Le ministre de l'Environnement, Sigmar Gabriel, n'a quant à lui pas hésité à rendre hommage à la politique industrielle française. Seule voix discordante dans le camp du SPD, le commissaire européen à l'Industrie, l'Allemand Günter Verheugen, estime que la discussion sur le patriotisme économique pourrait nuire à la mise en oeuvre d'une politique énergétique communautaire.

Echanges aigres-doux

Les échanges franco-allemands aigres-doux sur ce point ne datent pas d'hier. L'appui gouvernemental au refus d'Alstom de s'ouvrir à Siemens et le dossier Sanofi-Aventis sont encore dans les mémoires à Berlin, où le passage de Nicolas Sarkozy à Bercy n'a pas laissé que de bons souvenirs. Il en va de même pour la coopération dans l'industrie navale de l'armement. Sans parler des affrontements en coulisses pour garder l'équilibre binational à la tête d'EADS alors que Paris voulait installer Noël Forgeard seul à sa tête.

Les Allemands, pourtant, sont loin d'être irréprochables. Le géant de l'énergie E.ON a certes des visées sur l'espagnol Endesa et vitupère contre les manoeuvres de blocage de Madrid. Mais l'Allemagne se cramponne à la «loi Volkswagen» qui met le constructeur automobile à l'abri des appétits étrangers et la défend depuis des années, bec et ongles, contre les gardiens de la concurrence à Bruxelles. Tout comme elle lutte contre la privatisation de ses caisses d'épargne.

A Paris, Jérôme Bonnafont, le porte-parole de l'Élysée, a par avance récusé hier toute notion de «*démarche protectionniste*», la France étant un «*pays complètement ouvert*». Reste à savoir, au-delà des manifestations rituelles d'entente, à quoi servent les Conseils des ministres franco-allemands si les contentieux en sont soigneusement écartés, comme tout le donne à entendre.

Le Conseil des ministres commun franco-allemand se réunit ce matin à Berlin, pour la première fois avec Angela Merkel.

Le sujet qui fâche ne devrait pas être évoqué, en public à tout le moins. Le sixième Conseil des ministres franco-allemand, qui se réunit à Berlin aujourd'hui, devrait éviter de croiser le fer sur le protectionnisme économique, dont des responsables allemands sont prompts à accuser Paris. La chancelière, Angela Merkel, a certes donné la mesure de sa franchise, à Washington en évoquant Guantanamo et à Moscou en parlant de Tchétchénie. Mais, explique-t-on à la Chancellerie fédérale, la rencontre de ce matin avec Jacques Chirac sera d'autant moins l'occasion de se «*montrer du doigt*» que les deux capitales sont à la recherche de positions communes avant le prochain Conseil européen.

Les grommellements pourtant ne manquent pas, notamment après l'initiative de Paris de faire fusionner Gaz de France et Suez pour contrer l'offensive de l'italien Enel. Le ministre à la Chancellerie, Thomas de Maizière, a été le premier à stigmatiser il y a dix jours la «*vieille tradition française*» du protectionnisme qu'il tient pour «*contraire à la législation européenne*» et peu susceptible de «*durer*», pas au-delà de l'élection présidentielle de 2007 en tout cas. Le ministre de l'Économie, Michael Glos, un conservateur comme son collègue, lui a emboîté le pas en fustigeant le «*patriotisme industriel*» de Paris qui, disait-il, *n'appartient pas à la panoplie de l'économie de marché*.

Les partenaires sociaux-démocrates de la CDU-CSU au sein de la «grande coalition» sont en la matière plus nuancés. Peter Struck, le chef du groupe parlementaire SPD par exemple, regrette «*l'absence de sentiment de responsabilité nationale*» des entreprises allemandes. Le ministre de l'Environnement, Sigmar Gabriel, n'a quant à lui pas hésité à rendre hommage à la politique industrielle française. Seule voix discordante dans le camp du SPD, le commissaire européen à l'Industrie, l'Allemand Günter Verheugen, estime que la discussion sur le patriotisme économique pourrait nuire à la mise en oeuvre d'une politique énergétique communautaire.

Echanges aigres-doux

Les échanges franco-allemands aigres-doux sur ce point ne datent pas d'hier. L'appui gouvernemental au refus d'Alstom de s'ouvrir à Siemens et le dossier Sanofi-Aventis sont encore dans les mémoires à Berlin, où le passage de Nicolas Sarkozy à Bercy n'a pas laissé que de bons souvenirs. Il en va de même pour la coopération dans l'industrie navale de l'armement. Sans parler des affrontements en coulisses pour garder l'équilibre binational à la tête d'EADS alors que Paris voulait installer Noël Forgeard seul à sa tête.

Les Allemands, pourtant, sont loin d'être irréprochables. Le géant de l'énergie E.ON a certes des visées sur l'espagnol Endesa et vitupère contre les manoeuvres de blocage de Madrid. Mais l'Allemagne se cramponne à la «loi Volkswagen» qui met le constructeur automobile à l'abri des appétits étrangers et la défend depuis des années, bec et ongles, contre les gardiens de la concurrence à Bruxelles. Tout comme elle lutte contre la privatisation de ses caisses d'épargne.

A Paris, Jérôme Bonnafont, le porte-parole de l'Élysée, a par avance récusé hier toute notion de «*démarche protectionniste*», la France étant un «*pays complètement ouvert*». Reste à savoir, au-delà des manifestations rituelles d'entente, à quoi servent les Conseils des ministres franco-allemands si les contentieux en sont soigneusement écartés, comme tout le donne à entendre.